

ABONNEMENT

Un an... Six mois... Trois mois... Poste... On s'abonne...

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

INSERTIONS

Annonces, la ligne... Réclames... Faits divers...

RÉSERVES SONT FAITES... Du droit de refuser la publication...

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal...

Journal d'annonces Judiciaires et Avis Divers... PARAISSANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

On s'abonne... A L'AGENCE HAVAS... 8, place de la Bourse

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire... L'abonnement doit être payé d'avance

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

SAUMUR, 6 SEPTEMBRE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 22 septembre 1889

CANDIDATS CONSERVATEURS

Arrondissement de Saumur

M. EUGÈNE BERGER

Député sortant.

Arrondissement de Baugé

M. LACRETELLE

Général de division, député sortant.

BULLETIN

Aujourd'hui, le sort des conservateurs est entre leurs mains ; ils n'ont qu'à vouloir pour reconquérir leur liberté, leur indépendance et tous les biens qui leur sont chers.

De 1881 à 1885, nous avons gagné un million 357 mille voix.

En 1885, la situation était celle-ci :

Table with 2 columns: Category (Républicains, Conservateurs, Différence) and Value (3.565.412, 3.147.129, 418.283).

« Pas un demi-million d'écart, constate avec douleur le Rappel. Deux cent dix mille voix à déplacer et la réaction en avait plus que la République. »

Depuis quatre ans, l'irritation du pays n'a fait qu'augmenter, le dégoût a pénétré plus avant ; ce que les gens intelligents étaient seuls à voir, les moins instruits le comprennent, le sentent à présent.

« L'ennemi, dit le Rappel, s'avance sur nous en masse compacte, ne serait-ce pas le moment de nous tirer les uns sur les autres ? »

Les républicains sont divisés, découragés ; leurs vœux le prouvent surabondamment.

La Voix termine ainsi l'un de ses articles :

« Ramener au Palais-Bourbon, en majorité, les hommes qui, ayant eu douze ans de République entre les mains, se sont montrés incapables d'en asséoir solidement la base, serait le plus grand des crimes. Le pays le sait bien. »

Qui, le pays le sait bien, voilà pourquoi la débandade se met dans les rangs républicains. M. Allain-Targé, l'ancien ministre, se retire en disant : J'en ai assez ! M. Waldeck-Rousseau s'enfuit emportant sa boîte de peintures ; M. Clémenceau dégringole des hauteurs de Montmartre, jadis son domaine et cherche un asile dans le Var ; M. Pelletan erre en quête d'un coin hospitalier ; M. Ferry avoue que dans son

propre arrondissement, à Saint-Dié, on maudit « l'odieux Ferry » ; M. Yves Guyot, membre d'un ministère opportuniste pour qui la révision est un horrible cauchemar, se voit perdu, et dans son effarement il se proclame radical révisionniste.

N'est-ce pas un signe des temps ? Tout croule et ceux-mêmes qui habitent la maison brandissent la pioche du démolisseur.

« Ah ! écrit dans le Matin M. Arène, le partage a été vite fait entre les réactionnaires et les boulangistes. Les réactionnaires leur ont laissé Paris et ils ont pris la province. Encore, en donnant Paris, ne se privaient-ils guère. Ils n'y ont jamais eu qu'un arrondissement, le huitième ; un boulangiste a voulu s'y risquer, il trouve en face de lui deux réactionnaires. Dans le septième, où les conservateurs ont des voix, autre réactionnaire qui entre en ligne. Partout où il y a l'ombre d'une chance, la réaction a ses candidats ; partout où on est battu d'avance, partout où il y a doute, on laisse marcher les boulangistes. »

Les boulangistes ne nous enlèvent rien, ou à peu près. S'ils gagnent des sièges à Paris ou dans les Charentes, ce ne sera pas sur nous ; républicains, ils chasseront les républicains de leurs places fortes ; cette guerre intestine ne peut que nous servir.

Ce qui se passe en Vaucluse est bien significatif ; Vaucluse est le pays de Naquet, de Laguerre et de Saint-Martin ; ces trois sages ayant flairé le vent du Midi, sont partis pour le Nord, les voilà à Paris, où ils luttent contre les candidats officiels, et Vaucluse votera, tout en éternuant, pour Antchiski ; Dieu vous bénisse !

« C'est le parti monarchiste, écrit le Parti National, organe des républicains modérés, c'est le parti monarchiste qui semble devoir hériter des nombreux adhérents qui s'étaient rangés sous le drapeau de Boulanger. » Les monarchistes ont gagné des sièges aux élections cantonales, « un certain mouvement se dessine en leur faveur ».

Le Parti National constate que le pays est las des républicains :

« Il a vu les opportunistes à l'œuvre, et leurs faiblesses, leurs complaisances, leurs capitulations de conscience l'ont profondément refroidi. Il a vu plus tard les radicaux leur succéder au pouvoir, et il a assisté à la plus lamentable incapacité, à la plus incurable impuissance qui se puisse imaginer. Dès lors, ces deux groupes ont été jugés. »

« Tout en faisant quelques distinctions honorables pour quelques-uns d'entre eux qui échapperont au naufrage, les électeurs paraissent décidés à essayer d'autre chose. Ils ont jeté un instant les yeux sur Boulanger, mais le charlatanisme du personnage a été percé à jour assez tôt pour qu'ils s'en soient détournés avec mépris. De tous les groupes qui n'ont pas exercé le pouvoir depuis un grand nombre d'années, il n'y a que la Droite. C'est de ce groupe que la France semble vouloir essayer à son tour. »

« Nous n'expliquons pas, nous ne justifions pas, nous constatons. »

Le Petit Journal constate, lui aussi, que la

France est dégoûtée des républicains. Il n'ose pas dire de la République, on l'accuserait de trahison. Et pour sauver la République, il réclame à grands cris des hommes nouveaux. Où les prendra-t-on ces hommes nouveaux ? A gauche, dit le Petit Journal. Non, réplique le Parti National. « Le pays paraît résolu à aller les chercher à droite, et comme il est souverain, rien au monde ne pourrait l'empêcher de satisfaire ses fantaisies. »

On sera libre

Nous détachons d'un excellent article publié par le Moniteur universel sous ce titre : La Monarchie moderne, un passage qui répond avec la plus grande modération, mais aussi avec la plus grande netteté, à quelques-unes des attaques lancées par la presse soi-disant libérale et libre-penseuse au dernier manifeste de Monseigneur le Comte de Paris :

« Avec la Monarchie, on sera libre. Les principes de 1889 seront une vérité. Cela paraît peu de chose. C'est beaucoup cependant, car c'est tout le contraire de ce qui existe aujourd'hui. »

« On sera libre ; on ne dépendra que de soi et de la loi. Quelques exploiters des ignorances populaires voudraient bien faire croire à une future domination des nobles, au rétablissement des droits féodaux, « au gouvernement des curés ». Au fond, ils savent très bien à quoi s'en tenir. Ils savent parfaitement que Monsieur le Comte de Paris est un roi moderne. Ils savent qu'il a combattu, avec l'armée des États-Unis, pour l'abolition de l'esclavage, et que, s'il est sincère catholique, il entend respecter scrupuleusement, chez tous, la liberté de conscience. »

« Quand il sera roi, nul ne sera forcé d'aller à l'église, mais nul ne sera, comme aujourd'hui, dénoncé s'il va à la messe. La France ne sera plus la proie de la franc-maçonnerie. On pourra se consacrer à Dieu, à la prière, au service des pauvres, porter habit d'éclésiastique ou de religieux sans devenir suspect, sans être injurié, vexé, honni, persécuté. »

« Quand il sera roi, les parents jouiront de cette liberté primordiale que leur dénie la République et qui consiste à faire élever leurs enfants par les maîtres qu'ils préfèrent. Dans cette question familiale et municipale, c'est la famille, c'est la commune qui décideront. S'il plaît à la majorité des pères de famille d'une commune d'avoir à l'école primaire publique un instituteur ou une institutrice laïques, ils l'auront. S'ils aiment mieux des congréganistes, c'est leur choix qui sera suivi, non celui de M. le préfet ou de M. le ministre. Il sera permis à un maître de parler de Dieu à ses élèves, sans être, pour cela, traité de factieux. »

« Quand il sera roi, on pourra être sœur hospitalière sans être, pour cela, exclue des hôpitaux. Les pauvres malades trouveront à leur chevet les soins désintéressés des religieuses, au lieu d'être livrés aux mains avides ou brutales des mercenaires laïques. »

LE GOUVERNEMENT A BOY-MARCHÉ

La République est le gouvernement à boy-marché, chacun sait ça, puisque c'est un axiome inscrit en tête de toutes les déclarations électorales des républicains depuis le 4 Septembre 1870 et avant.

Si l'on demandait, à brûle-pourpoint, dans une réunion publique : « De combien la République a-t-elle chargé la dette nationale depuis 1870 ? » il est probable que ni le candidat interrogé, ni aucun des auditeurs ne pourrait répondre à cette question.

Nous pensons donc qu'il est de notre devoir de mettre le public au courant de cette situation financière en lui fournissant des chiffres exacts.

Le total les étonnera autant qu'il nous a étonnés nous-mêmes.

Pendant la guerre, le gouvernement de la Défense nationale a emprunté à la Banque de France 1,260,000,000 de francs.

M. Thiers a estimé la part de responsabilité des républicains dans les emprunts de 1870, 1871 et 1872, à 4,248,834,400 fr.

Les emprunts faits par le gouvernement opportuniste, de 1878 à 1885, se montent à 5,639,690,000 fr.

Emprunts directs de 1885 à 1889 : 1 milliard 645,096,172 fr.

Emprunts indirects pour la même période : 1,594,592,667 fr.

De 1887 à 1889, le budget donne une augmentation d'environ 3,020,400,000 fr.

Depuis 1881, le budget des cultes a été diminué de 7 millions chaque année, sans que le chiffre du budget général soit abaissé, ce qui fait pour huit années une somme de 56,000,000.

Enfin, la conversion du 5 0/0 en 4 1/2 (1883) a diminué l'intérêt de la dette publique de 35 millions par an, laquelle somme n'a point été économisée. Donc, pour six années : 210,000,000.

Additionnons ces chiffres, et nous trouvons un total de 17,674,633,239 francs.

Mais il est juste de retrancher de ce total une somme de 1,543,409,850 fr. qui représente la moitié des amortissements de 1871 à 1889.

Reste donc, au compte de l'administration des républicains, un surcroît de dépenses qui dépasse seize milliards.

Entendons-nous bien ; nous n'additionnons pas les budgets depuis 1874, nous additionnons les augmentations et les dépenses supplémentaires.

Seize milliards, voilà le supplément que la troisième République fait payer aux contribuables à côté du budget ordinaire.

Les électeurs peuvent-ils continuer leur confiance à de pareils administrateurs de la fortune nationale ?

INFORMATIONS

La consigne a été donnée aux journaux officiels qui avaient annoncé un manifeste de M. Carnot de démentir cette nouvelle.





